

Au mois de septembre, j'avais posé la question: Comment est-ce qu'on peut couper, sabrer les budgets dans le domaine de l'éducation, fermer les centres d'emplois sur les campus universitaires et puis parler de créer de la compétitivité, de la productivité, une ambiance, et puis disons un climat, si vous voulez, une culture qui nous mène à apprendre davantage? Lorsque l'on regarde la réalité, voilà ce qui se passe.

[Traduction]

Si on considère en bloc les décisions prises par le gouvernement de 1986 à 1995, on s'aperçoit qu'il y a de 9 à 10 milliards de dollars de moins—pas des millions, des milliards—pour l'enseignement et qu'il y a moins d'argent pour la formation et le recyclage. En dépit du fait que nous avons conclu un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis qui nous a obligés à procéder à toutes sortes de modifications, il y a presque 4,5 millions de chômeurs en ce moment, 2 millions de gens touchent des prestations d'aide sociale et 1,8 million s'adresseront cette année pour se nourrir aux banques d'alimentation.

Qu'est-il arrivé à la formation et au recyclage? On avait promis de doubler l'investissement. Nous étions à 1,40 p. 100 de notre PIB, ce qui représente la moitié du niveau de nos principaux concurrents. Maintenant nous sommes tombés à 1,20 p. 100, nous avons diminué la part que recevaient les sciences et la technologie et le gouvernement a en outre imposé une taxe de 3 p. 100 sur l'aide accordée aux étudiants.

Je ne peux croire à une telle indifférence. On a réduit les centres pour étudiants sur les campus à un moment où le chômage parmi les étudiants atteignait environ 20 p. 100. L'endettement des étudiants a augmenté et dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Il s'agit souvent de dette allant de 25 000 à 50 000 \$.

J'ai parlé à un étudiant pas plus tard que la semaine dernière qui avait contracté une dette de près de 50 000 \$. Quelle en est la raison? Quelles en sont les conséquences?

Eh bien, les frais de scolarité sont montés en flèche depuis dix ans. On a assisté à une augmentation de 120 p. 100 dont la majeure partie s'est produite depuis 1986. On ne parle pas des faux frais. Ces petits frais qu'ils doivent payer pour divers services à l'université sont un autre élément important pour les étudiants.

Les frais de repas et d'hébergement sont très élevés, et ceux-ci constituent une grande partie du budget d'un étudiant. Que s'est-il passé? Cela s'explique par les réductions budgétaires et les augmentations du fardeau dont le gouvernement s'est déchargé sur le dos des provinces, des universités et des étudiants.

L'ajournement

Ce qui me choque le plus, c'est que le gouvernement se vante de contrôler les dépenses.

[Français]

C'est un peu comme si je prenais mes dettes et que je les donnais toutes à ma femme ou à mes enfants ou au voisin et après cela, je sortais et je disais: Eh bien écoutez, j'ai réduit mes dettes. Ce n'est pas bien cela? Eh bien non, ce n'est pas bien du tout et cela frise la malhonnêteté.

Je vais vous soumettre un autre point.

[Traduction]

Quand le gouvernement parle du montant de ses dépenses, il pense à ce qu'il fait. Il songe aux transferts pécuniaires. Quand il parle des sommes qu'il investit dans l'enseignement, il songe aux transferts pécuniaires et aux transferts de points fiscaux.

[Français]

Il existe deux poids et deux mesures. Je voudrais simplement terminer mes remarques en disant que. . .

j'espère que mon honorable collègue va parler du fond du cœur, va répondre honnêtement à ma question, à savoir pourquoi on prend des décisions qui ne visent qu'à couper, à sabrer alors qu'ils parlent éloquemment de tout ce qu'ils veulent faire dans le domaine de l'éducation. Il y a une contradiction flagrante.

M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État du Canada et du ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté): Monsieur le Président, je vous remercie et je comprends mon honorable collègue. J'aimerais lui parler du cœur, car j'ai déjà parlé de cette chose avec lui et je lui ai parlé du cœur.

Mais malheureusement, en l'espace de deux minutes, on ne pourra pas faire de grands discours. Mais la partie du cœur est que moi aussi j'ai un enfant qui va présentement à l'Université de Montréal. Je peux lui assurer que si les prêts avaient été remboursés dans le passé, étant donné les négligences des banques qui doivent les percevoir,—comme le gouvernement garantit les prêts, elles ne font pas d'efforts—nous sommes encore chanceux d'avoir des prêts aux étudiants aujourd'hui.

Le coût de 3 p. 100 que j'aimerais rappeler à mon honorable collègue, c'est peut-être un coût qui représente environ 80 \$ sur 2 700 \$ pour 200 000 étudiants. C'est peut-être, monsieur le Président, la garantie que ce programme canadien auprès des étudiants va continuer de fournir efficacement le petit montant dont ces 200 000 étudiants bénéficient chaque année.

Maintenant, monsieur le Président, je vais donner quelques chiffres à mon honorable collègue. Ce programme garantit aux institutions financières que les prêts qu'elles accordent aux étudiants du postsecondaire leur